

Pauvreté et inclusion sociale en Haïti:

gains sociaux à petits pas





Deux ans après le tremblement de terre, la pauvreté monétaire et multidimensionnelle demeure élevée en Haïti, en particulier dans les zones rurales. En 2012, près de 60 pour cent de la population étaient pauvre, et une personne sur quatre vivait en dessous du seuil d'extrême pauvreté. Près de la moitié des ménages en Haïti sont considérés chroniquement pauvres, vivant en dessous du seuil de pauvreté modérée et manquant d'au moins trois des sept dimensions de base définissant le bien-être non monétaire. Dans les zones rurales, ces chiffres sont encore plus élevés : les trois quarts de tous les ménages sont financièrement pauvres, et les deux tiers sont considérés en situation de pauvreté chronique.

Par rapport à l'an 2000, il y a des signaux qui montrent que la pauvreté monétaire et la pauvreté multidimensionnelle ont légèrement baissé. L'extrême pauvreté s'est réduite de 31 à 24 pour cent entre 2000 et 2012 et il y a eu des gains dans l'accès à l'éducation et à l'assainissement. Par contre, l'accès à l'énergie et à l'eau courante n'a connu que des améliorations très modestes. L'inégalité des revenus en Haïti est la plus élevée dans la région, avec un coefficient de Gini de 0,61, constant depuis 2001. Les zones urbaines ont connus plus d'améliorations que les zones rurales, grâce à des transferts privés plus importants, des possibilités d'emploi non-agricole plus grandes, une inégalité décroissante et un meilleur accès aux biens essentiels et aux services.

La poursuite des progrès dans la réduction de la pauvreté extrême et de la pauvreté modérée exigera une croissance plus élevée et partagée, mais également un effort concerté pour améliorer l'accès aux opportunités et services de base dans les zones rurales dans lesquelles résident plus de la moitié de la population, où l'extrême pauvreté a stagné, et l'inégalité des revenus ne cesse d'augmenter.

Haïti est l'une des îles la plus grande et densément peuplée des Caraïbes ; elle demeure également l'une des plus riches en défis et opportunités. Avec une population de 10,4 millions d'habitants¹, Haïti est aussi l'un des pays plus densément peuplé d'Amérique Latine. Alors que 22 pour cent de la population totale résident à Port-au-Prince, plus de la moitié (52 pour cent) des Haïtiens vivent dans les zones rurales et le reste habite dans d'autres zones urbaines en dehors de la capitale². Sa position stratégique au milieu de la mer des Caraïbes, à proximité des États-Unis, sa population active jeune, ainsi que son riche patrimoine culturel offrent un large éventail de possibilités économiques et géopolitiques. Malgré cela, la richesse produite dans le pays est largement insuffisante pour répondre aux besoins de sa population. Aujourd'hui, Haïti reste le pays le plus pauvre de l'Amérique Latine et parmi les plus pauvres au monde, tant en terme de PIB par habitant (1575 dollars PPA de 2011, en 2012) et de développement humain (Haïti se classe 161ème sur 186 pays dans le classement de l'indicateur du développement humain du PNUD) (figure 1)³.

A. Introduction

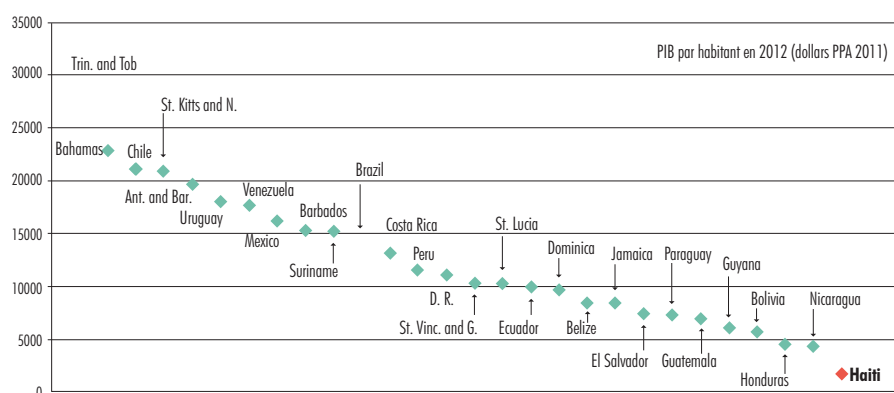


Figure 1. Haïti est le pays le plus pauvre d'Amérique Latine

La pauvreté est généralisée en Haïti, avec un taux national de 58,7 pour cent et un taux de pauvreté extrême de 23,9 pour cent en 2012. Près de 6,3 millions d'Haïtiens ne peuvent pas satisfaire leurs besoins de base, et 2,5 millions vivent en dessous du seuil d'extrême pauvreté, ce qui signifie qu'ils ne peuvent même pas couvrir leurs besoins alimentaires⁴. L'incidence de la pauvreté est considérablement plus élevée dans les zones rurales et dans le Grand Nord⁵. Plus de 80 pour cent des personnes en pauvreté extrême habitent dans les zones rurales, où 38 pour cent de la population ne sont pas en mesure de satisfaire ses leurs besoins nutritionnels, par rapport à 12 pour cent dans les zones urbaines et 5 pour cent dans l'Aire Métropolitaine (Figure 2). Les pauvres sont en général géographiquement concentrées dans la région Nord du pays, où les départements du Nord-Est et Nord-Ouest affichent des taux de pauvreté extrême supérieures à 40 pour cent (représentant 20 pour cent du contingent de pauvres extrême du pays), contre 4,9 pour cent dans la région Métropolitaine de Port-au-Prince (représentant seulement cinq pour cent des personnes en extrême pauvreté). L'incidence de la pauvreté est la même parmi les individus vivant dans des ménages dont le chef est une femme ou bien un homme, à environ 59 pourcent : 43 pourcent de la population Haïtienne vivent dans des ménages dont le chef est une femme⁶.

B. Le haut niveau de pauvreté monétaire et multidimensionnelle, et de vulnérabilité ont caractérisé Haïti en 2012

En Haïti, 60 pour cent de la population sont considérées comme étant multi-dimensionnellement pauvres, puisqu'ils elles ont accès à moins de trois des sept dimensions de base (éducation, assainissement amélioré, eau potable, énergie,

¹ Selon les dernières projections démographiques de l'Institut Haïtien de Statistiques (IHSI), 2012.

² Toutes les données comprises dans ce briefing proviennent de ECVMAS 2012 (IHSI), sauf indication contraire.

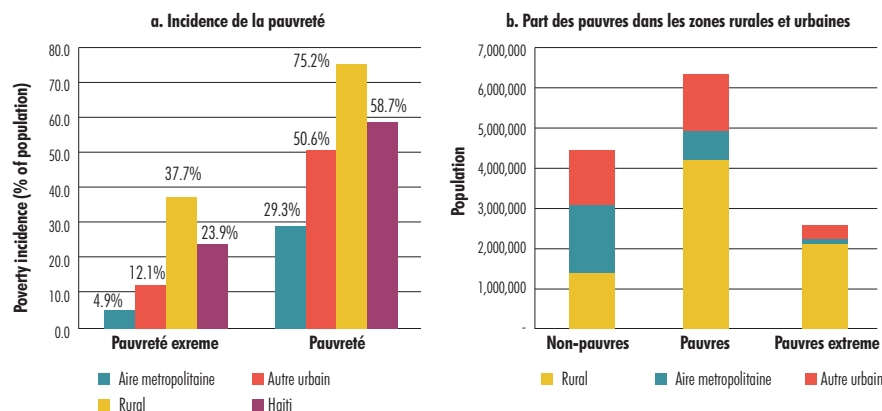
³ <https://data.undp.org/dataset/Human-Development-Index-HDI-value/Bruz-shxu>

⁴ Ces taux sont basés sur la consommation par habitant et ont été calculés en utilisant les lignes Haïtiennes officielles de pauvreté modérée et extrême de 2012 de 82,2 HTG/jour/habitant (2,42 \$ PPA de 2005) et 41,7 HTG/jour/habitant (1,23 \$ PPA de 2005), respectivement.

⁵ Haïti a cinq régions: le Nord, le Sud, la Transversale, la région métropolitaine et l'Ouest.

⁶ Une régression linéaire révèle que le sexe du chef de ménage n'est pas corrélé avec le niveau de pauvreté, dans aucun milieu de résidence.

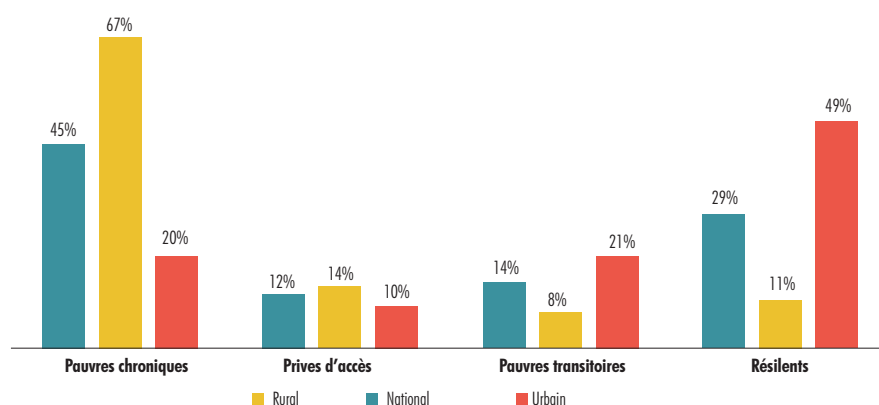
Figure 2. La pauvreté et l'extrême pauvreté sont élevées en Haïti, en particulier dans les zones rurales



Source: taux de pauvreté officiels de ECVMAS 2012.

logement non-précaire et sécurité alimentaire)⁷. Les ménages qui vivent en dessous du seuil de pauvreté et qui n'ont pas accès aux services de base sont considérés comme chroniquement pauvres. Ils font face à plus de défis pour sortir de la pauvreté par rapport aux pauvres transitoires qui, eux, manquent de ressources monétaires mais peuvent avoir accès aux services de base. Près de la moitié de la population en Haïti sont chroniquement pauvres, ce qui suggère que leurs chances de sortir de la pauvreté et d'améliorer leurs conditions de vie sont fortement limitées (Figure 3). Près de 70 pour cent des ménages ruraux sont considérés comme des pauvres chroniques, par rapport à 20 pour cent dans les zones urbaines : ceci souligne encore une fois, la difficulté des ménages à sortir de la pauvreté dans les zones rurales d'Haïti. D'une part, seulement 14 pour cent des ménages sont transitoirement pauvres à l'échelle nationale, en ce sens qu'ils manquent de ressources monétaires, mais ont accès aux services de base ; de ce fait, ils sont plus susceptibles d'être en mesure de passer au-dessus du seuil de pauvreté. D'autre part, 12 pour cent des ménages vivent au-dessus du seuil de pauvreté modérée, mais n'ont pas d'accès aux services de base, ce qui suggère qu'ils n'ont pas les moyens d'améliorer leur bien-être de façon durable et risquent de retomber dans la pauvreté. La proportion élevée de pauvres chroniques est inhabituelle pour la région latino-américaine et souligne les défis structurels qui caractérisent la lutte contre la pauvreté en Haïti.

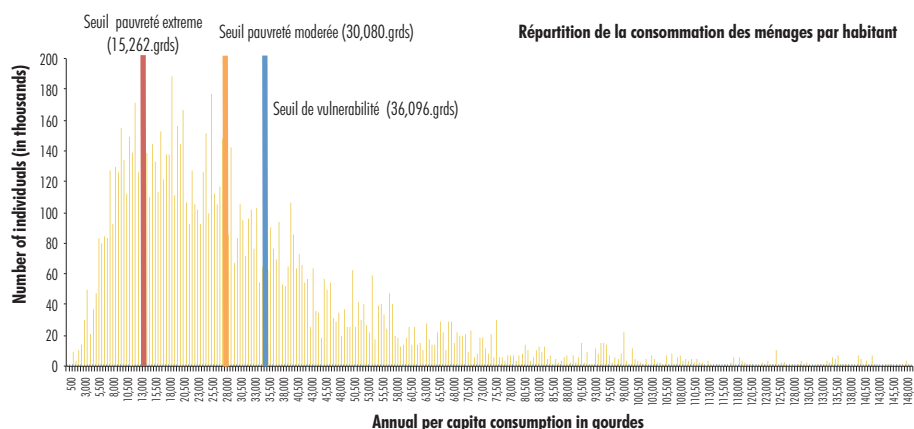
Figure 3. Figure 3. Près de la moitié des Haïtiens sont chroniquement pauvres, et souffrent de privations monétaires et multidimensionnelles (2012)



Source: ECVMAS 2012. Calculs de la Banque mondiale.

La vulnérabilité reste très élevée en Haïti. Un million de personnes vivent juste au-dessus du seuil de pauvreté et pourraient être poussées au-dessous à la suite d'un choc quelconque ; ce qu'implique que près de 70 pour cent de la population

⁷ Les pauvres chroniques vivent en dessous de seuil de pauvreté et n'ont pas d'accès aux services de base : éducation (alphabétisation, tous les enfants d'âge scolaire à l'école) ; santé (indice de sécurité alimentaire) ; eau (accès à une source améliorée d'eau potable, y compris l'eau traitée) ; assainissement (accès à un assainissement amélioré) ; énergie (accès à une source d'énergie durable) ; habitat (accès aux logements non précaires). Pour être considérés multi-dimensionnellement pauvres, les ménages doivent être démunis dans au moins trois des six dimensions. (Voir Lopez Calva, 2013).



Source: ECVMAS 2012 et seuils de pauvreté officiels. Calculs de la banque mondiale.

Figure 4. La vulnérabilité est élevée en Haïti, du fait que la plupart des ménages vivent proches du seuil de pauvreté

sont soit pauvres soit vulnérables à la pauvreté (Figure 4)⁸. Seulement 2 pour cent de la population possèdent un niveau de consommation qui excède les 10 dollars par jour ; ce qui représente le seuil de revenu de la région Latino-Américaine pour définir la classe moyenne. Tous les ans, un ménage haïtien typique doit faire face à plusieurs chocs. Environ 75 pourcent des ménages ont été affectés économiquement par au moins un choc, en 2012. Les individus se trouvant en pauvreté extrême sont plus vulnérables aux chocs et à leurs conséquences: 95 pourcent d'entre eux étaient frappés par au moins un choc en 2012, produisant un impact économique. Les catastrophes naturelles, en particulier, ont un grand potentiel perturbateur puisqu'elles affectent l'agriculture, principale source de revenu pour la plupart des pauvres résidant dans les zones rurales. En effet, l'évidence empirique montre que les chocs covariés les plus communs sont ceux liés au climat, alors que le choc idiosyncratiques les plus communs relèvent de la santé⁹.

Les chocs économiques, politiques et naturels considérables qui ont affecté Haïti au cours de la première décennie du 20ème siècle ont eu des impacts importants sur le bien-être de la population.

Les données disponibles sur la pauvreté fournissent des instantanées du niveau de bien-être au début du 21ème siècle et en 2012, et ne permettent pas une analyse détaillée de la façon dont chacun de ces chocs a affecté les ménages. Toutefois, la comparaison de ces deux moments dans le temps fait penser que le bien-être s'est amélioré en dépit des chocs recourant. En particulier, au niveau national, la pauvreté extrême est passée de 31 à 24 pour cent entre 2000 et 2012 (figure 5)¹⁰. Des améliorations dans les zones urbaines expliquent cette baisse de la pauvreté. En effet, l'extrême pauvreté est passée de 21 à 12 pour cent dans les zones urbaines, de 20 à 5 pour cent dans la région métropolitaine, alors qu'elle a stagné dans les zones rurales à 38 pour cent. Bien que les données ne soient pas disponibles pour évaluer les tendances de la pauvreté modérée en terme de consommation, il est raisonnable de penser qu'une modeste amélioration a également eu lieu, au cours de la dernière décennie.¹¹

C. Améliorations modestes dans la pauvreté monétaire et multidimensionnelle depuis l'an 2000

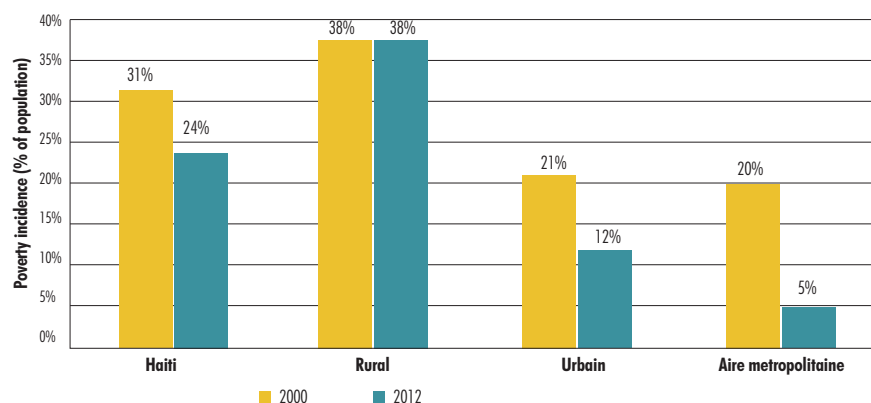
8 En absence de données de panel ou de panels synthétiques, les individus vulnérables sont définis comme ceux vivant avec un budget représentant 120% du seuil de pauvreté, autrement dit, qui vivent avec un budget jusqu'à 20 pour cent supérieur au seuil de pauvreté. Une autre définition de la vulnérabilité, utilisée par la Banque Mondiale pour l'Amérique Latine, est liée à la stabilité économique et à une faible probabilité de tomber dans la pauvreté. 10 dollars PPA par jour est le seuil correspondant à cette probabilité, et il est utilisé pour identifier la classe moyenne dans la région, tandis que les vulnérables sont les personnes vivant avec un budget compris entre 4 et 10 dollars par jour (PPA).

9 Les chocs sont définis covariés s'ils affectent une large partie de la population/communauté (tels que les désastres naturels ou bien les épidémies), et idiosyncratiques s'ils affectent les individus (tel qu'une maladie, le décès, ou la perte de l'emploi).

10 Les taux de pauvreté de l'an 2000 de la FAO Institute for Applied International Studies 2001), basés sur l'Enquête Budget et Consommation des Ménages EBCM 1999/2000 (IHSI). Les indicateurs de consommation de pauvreté de l'an 2000 ont été calculés avec un seuil de pauvreté alimentaire national, estimés de manière semblable mais pas exactement pareille à la méthode officielle de 2012. L'ensemble de la consommation a été élaboré en 2000 avec plus de 50 articles du panier de nourriture, tandis que l'ensemble de 2012 l'a été en fonction d'un panier de 26 produits alimentaires, qui représente 85 pour cent de la valeur de la nourriture consommée par la population de référence dans toutes les régions d'Haïti (2-6ème décile). En outre, le total pour l'an 2000 ne comprend pas les loyers imputés, inclus dans celui de l'an 2012. Les simulations montrent que même en excluant les loyers imputés à partir de l'ensemble de 2012, il y a une tendance à la baisse de pauvreté l'extrême.

11 Les indicateurs de pauvreté modérée basés sur le revenu suggèrent une baisse de 77 pour cent en 2001 (ECVH 2001) à 72 pour cent en 2012 (ECVMAS 2012). Les indicateurs de pauvreté basés sur la consommation sont considérés les plus précis dans la capture des niveaux de bien-être, en particulier dans les pays ayant des niveaux élevés de pauvreté rurale et de volatilité des revenus importante ; et la nouvelle mesure officielle de la pauvreté en Haïti est basée sur la consommation.

Figure 5. L'extrême pauvreté a diminué, reflétant les gains dans les zones urbaines



Sources: EBC 1999/2000, en FAO (2001), seuils de pauvreté officiels ECVMAS (2012)

Le bien-être non-matériel s'est également amélioré en Haïti depuis 2001, dans les zones urbaines et rurales (tableau 1). Les gains les plus importants ont été enregistrés dans le secteur de l'éducation, où les taux de fréquentation scolaire d'enfants en âge scolaire est passé de 78 à 90 pour cent. Cependant, la qualité de l'éducation reste faible: en raison d'une combinaison de début tardif, d'abandons et de redoublements, seulement un tiers de tous les enfants âgés de 14 ans se trouvent dans la classe appropriée à leur âge¹². Le taux de défécation en plein air a diminué de 63 à 33 pourcent au niveau national entre 2000 et 2012, reflétant des gains dans les zones urbaines et rurales. Cependant, la qualité de l'accès à l'assainissement reste faible, et en 2012 seulement 31 pour cent avaient accès à un assainissement amélioré au niveau national et moins de 16 pour cent dans les zones rurales¹³. L'accès à des sources d'eau à boire améliorées est similaire en zone urbaine et rurales, à 55 et 52 pourcent respectivement : cependant, la plupart des ménages n'ont pas accès en zone urbaine (36 pourcent) achètent l'eau propre sur les marchés ; le restant 9 pourcent utilise des sources d'eau non-améliorées. Au contraire, ceux qui n'ont pas accès en zone rurale (44 pourcent) n'ont pas cette option, et utilisent des sources d'eau non-améliorées (eau de rivière ou bien puits non protégés), avec une haute probabilité de contamination. L'accès à l'énergie (électricité, solaire, ou générateurs) n'a que légèrement progressé grâce à des gains dans les zones urbaines et est resté constant dans les zones rurales à 11 pour cent.

Au cours de la même période, l'inégalité des revenus a stagné, avec un coefficient Gini fixé à 0,61 au niveau national depuis 2001¹⁴. Un tel niveau d'inégalité

Tableau 1. L'accès aux services de base reste un défi majeur en particulier dans les zones rurales (taux de couverture, %)

(taux de couverture, %)

Indicateur	Haïti		Milieu urbain		Milieu rural	
	2001	2012	2001	2012	2001	2012
Enfant d'âge scolaire à l'école (âgés 6-15)	78%	90%	84%	93%	74%	87%
Accès à des sources d'eau potable améliorées						
Définition du OMS*	-	53%	-	55%	-	52%
Accès à l'eau de robinet (privé)	7%	11%	13%	18%	3%	5%
Définition élargie**	-	73%	-	91%	-	56%
Eau traitée (achetée)	-	20%	-	36%	-	4%
Accès à l'énergie ***	32%	36%	62%	63%	11%	11%
Taux de défécation en plein air	63%	33%	44%	11%	76%	53%
Accès à l'assainissement amélioré ****	-	31%	-	48%	-	16%
Habitat – matériaux non-précaires	48%	60%	71%	81%	33%	41%

Source: ECVH 2001 et 2012 ECVMAS calculs de la Banque mondiale.

Note : - = pas disponible. OMS = Organisation Mondiale de la Santé

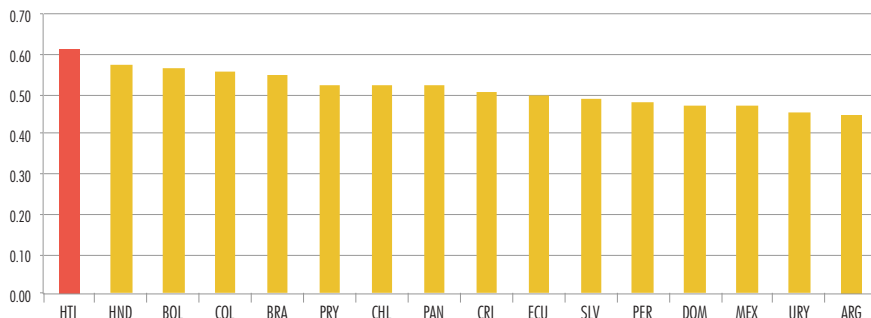
* Selon la définition internationale (WHO) l'accès aux sources d'eau potable améliorées correspond à la proportion d'individus qui utilisent pour boire des sources d'eau améliorées : connexion privée au réseau, fontaine publique, puits protégés, eau de source protégée, eau de pluie. ** La définition étendue inclut la définition internationale (WHO) plus l'eau traitée (achetée), qui serait autrement exclue en raison de son coût*** Comprend l'électricité, l'énergie solaire et des générateurs. **** Un assainissement amélioré correspond à l'accès à une fosse d'égout, ou une latrine publique ou privée améliorée.

¹² Haiti Poverty Assessment, Education Background Paper. The World Bank, mimeo (2014).

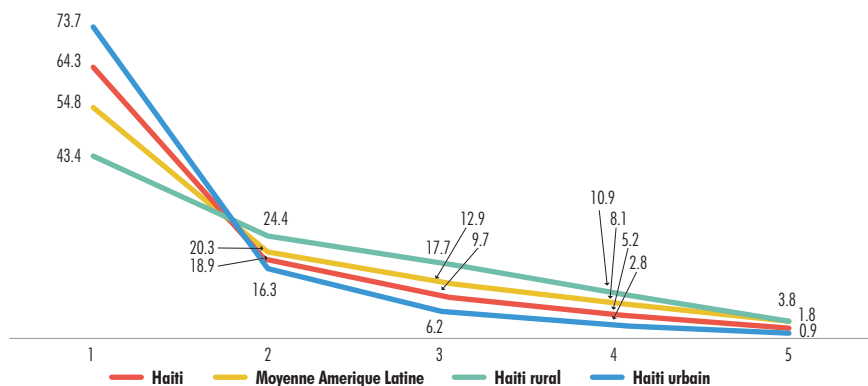
¹³ Un assainissement amélioré comprend des toilettes à chasse ainsi que des latrines améliorées. Selon l'OMS et l'UNICEF, une latrine d'assainissement améliorée est celle qui sépare façon hygiénique les excréments humains de tout contact humain.

¹⁴ Calculé en utilisant l'ensemble des revenus du ménage (par tête) pour 2001 et 2012, et comprenant le revenu du travail (y compris l'autoconsommation), le revenu hors-travail, le loyer imputé. L'ensemble a été construit en utilisant la méthodologie SEDLAC comme illustré dans «Guide de la base de données socio-économiques SEDLAC pour l'Amérique latine et les Caraïbes», CEDLAS et la Banque mondiale, mars 2012. <http://sedlac.econo.unlp.edu.ar/eng/methodology.php>

a. Inégalité Gini dans les pays Amérique latine



b. Part des revenus détenue par chaque quintile de revenu



Source: ECVMAS 2012 et PovStats, 2014.

Note: Les pays de la région et l'inégalité moyenne a été mesurée sur la base de l'ensemble de revenu construits par CEDLAS. Bien que la même méthode ait été utilisée pour mesurer l'inégalité en Haïti, la comparabilité n'est pas parfaite en raison des différences dans les questionnaires utilisés pour capturer le revenu.

Figure 6. Haïti est le pays le plus inégalitaire d'Amérique Latine

implique que le 20 pour cent de ménages les plus riches détiennent plus de 64 pour cent du revenu totale, contre à peine 1 pour cent pour les 20 pour cent de ménages plus pauvres. Cette tendance cache des évolutions opposées dans les zones urbaines et rurales, où les inégalités ont diminué (0,64 à 0,59) et augmenté (de 0,49 à 0,56) respectivement. Comme prévu, l'inégalité de consommation est plus faible à 0,41, la variance des niveaux de consommation tend à être plus faible que pour le revenu.¹⁵ Ces niveaux d'inégalité font d'Haïti le pays le plus inégalitaire en Amérique latine et l'un des plus inégalitaires au monde (Figure 6).

Malgré l'amélioration des indicateurs relatifs à la santé et l'éducation, les pauvres doivent faire face à des obstacles importants pour construire leur capital humain. En 2012, 87 pour cent des enfants de 6 - 14 ans dans les ménages pauvres étaient à l'école, contre 96 pour cent des enfants dans les ménages non-pauvres. Dans la même année, la mortalité infantile dans le quintile le plus élevé était de 62 pour 1 000 naissances vivantes, alors qu'il était de 104 dans le quintile de bien-être le plus bas¹⁶. De même, le nombre d'enfants avec retard de croissance était quatre fois plus élevé dans le quintile le plus bas par rapport au plus haut. Enfin, la mortalité maternelle était extrêmement élevée, à 380 décès pour 100.000 naissances vivantes en 2010, plus de cinq fois plus élevée que la moyenne régionale de 63¹⁷. Moins de 1 femme sur 10 bénéficie d'assistance lors de l'accouchement du quantile le plus pauvre, contre 7 sur 10 parmi les plus aisées, ce qui suggère que les plus pauvres ont un accès limité aux services de santé maternelle et sont plus susceptibles de mourir pendant l'accouchement¹⁸. Ces chiffres suggèrent que la pauvreté est un obstacle important à la scolarisation et à l'utilisation des services de santé: en 83 et 49 pour cent des cas, respectivement, le coût est la principale raison



¹⁵ Il n'est pas possible de comparer les tendances dans l'inégalité de consommation, comme l'estimation de 2000 n'exclut pas les valeurs aberrantes, ce qui affecte fortement les estimations de l'inégalité.

¹⁶ Les quintiles de bien-être sont basés sur les actifs des ménages, et pas sur la consommation (DHS/EMMUS V, 2012).

¹⁷ OMS (2010).

¹⁸ En 2012, la couverture des accouchements en hôpital/centre de santé était 8.4 fois plus élevée parmi les quintile plus haut (76 pourcent) que parmi les quintile le plus bas (9 pourcent). Les quintiles de bien-être sont basés sur les actifs des ménages, et pas la consommation. Source : DHS/EMMUS V (2012).

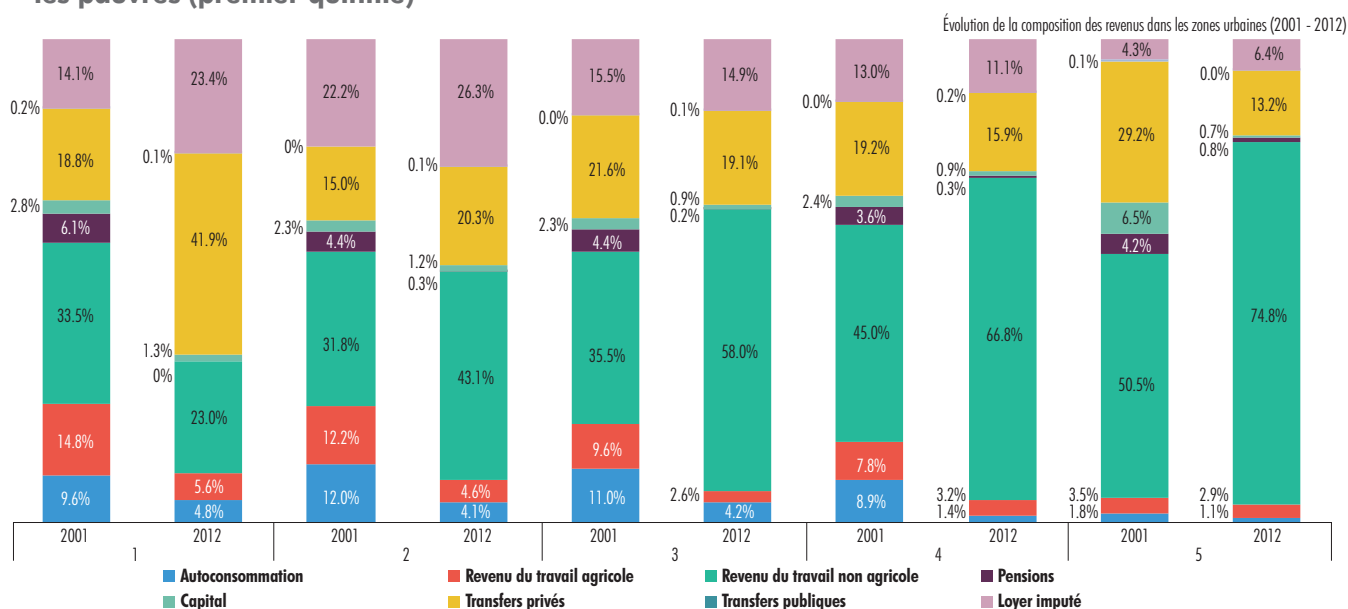
D. L'évolution de l'importance relative des différentes composantes du revenu met en évidence le rôle joué par les transferts privés et par le revenu non-agricole dans la réduction de la pauvreté.

pour laquelle les ménages n'envoient pas les enfants à l'école ou ne consultent pas un médecin lors d'un épisode de maladie¹⁹. Les ménages supportent la plupart des coûts liés à l'éducation (10 pourcent de leur budget total). D'autre part, les dépenses de santé sont relativement limitées (3 pourcent de leur budget total). Ces obstacles aux investissements en capital humain sont plus importants en zones rurales, où la pauvreté est plus répandue et l'offre de services plus limitée.

Le principal facteur derrière la réduction modeste de la pauvreté en milieu urbain a été l'augmentation de l'accès aux revenus non agricoles. La part du revenu non-agricole a augmenté pour tous les ménages dans les zones urbaines à exception de ceux du premier quintile (Figure 7). La transition vers l'emploi non agricole dans les zones urbaines reflète probablement une évolution vers des emplois de qualité supérieure dans la construction, les transports et les télécommunications – les secteurs qui ont connu une croissance positive de leur valeur ajoutée au cours de cette période. Le revenu du travail horaire dans le secteur formel et informel est en moyenne deux à quatre fois plus élevé que celui observé dans le secteur agricole²⁰. En revanche, les ménages du premier quintile ont connu une baisse de la part du revenu non agricole et agricole, tandis que la contribution des transferts privés (domestiques et internationaux) a augmenté.

Les opportunités de générer des revenus en milieu urbain sont limitées par un double problème: la pénurie d'emplois et la prévalence de l'emploi de faible qualité. Le chômage touche 40 pour cent de la main-d'œuvre urbaine, et près de 50 pour cent de la main-d'œuvre féminine. Le taux de chômage parmi les jeunes est supérieur à 60 pour cent, ce qui déclenche des préoccupations économique, et sociales. Le grand défi de trouver un emploi finit par produire des niveaux élevés de découragement. Haïti a le taux de participation au marché du travail le plus faible de la région: seulement 60 pour cent des personnes en âge de travailler participent au marché du travail, par rapport, par exemple, au 70 pour cent de la voisine République dominicaine. Parmi ceux qui trouvent un emploi, 60 pour cent ont des revenus inférieurs au salaire minimum, et les femmes gagnent, en moyenne, 32 pour cent moins que les hommes²¹.

Figure 7. Le revenu du travail devient plus important, sauf pour les pauvres (premier quintile)



¹⁹ ECVMAS 2012, données préliminaires ECVMAS 2013 et DHS /EMMUS V. Selon DHS/EMMUS V (2012), 7 femmes sur 10 d'âge 15-49 ne consultent pas un docteur à cause du manque d'argent, alors que 43 pourcent ne le font pas à cause du manque de transport.

²⁰ Le secteur informel est défini par l'OIT comme les entreprises individuelles (entreprises domestiques) qui ne sont pas enregistrées, n'ont pas une comptabilité formelle et n'appartiennent pas au secteur primaire (agriculture).

²¹ Ce résultat est obtenu en contrôlant pour l'âge, l'éducation, l'expérience, la taille du ménage, le nombre d'enfants dans le ménage, le milieu de résidence, le secteur d'activité.

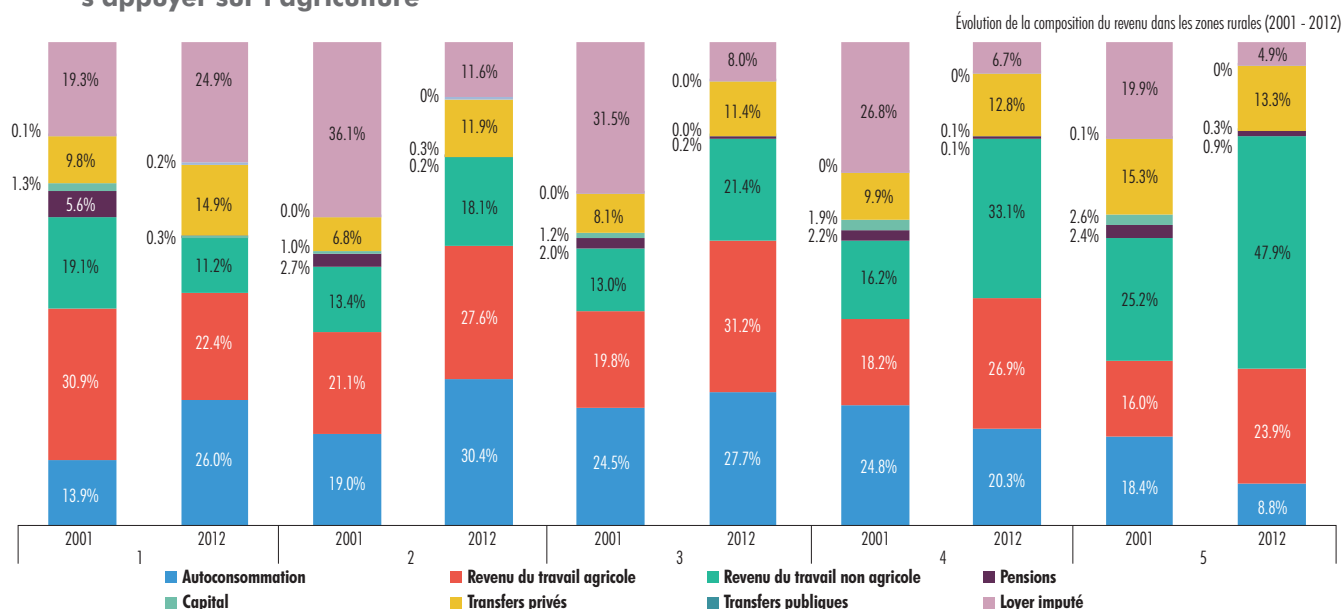


L'éducation joue un rôle essentiel dans l'amélioration du bien-être dans les zones urbaines: le revenu du travail est, en moyenne, 28 pour cent plus élevé chez les personnes qui ont terminé l'enseignement primaire que chez les personnes sans instruction. Dans ce contexte, les pauvres du milieu urbain se tournent vers le travail indépendant ou de micro-entreprises (employant une ou deux personnes) comme stratégie de survie. Dans l'ensemble, près de 60 pour cent des pauvres sont dans ce type de profession, et 75 pour cent des pauvres travaillent dans des secteurs tels que le commerce, la construction et les services bas qualification.

La stagnation de la pauvreté rurale témoigne une dépendance croissante sur les revenus agricoles et l'autoconsommation. Le revenu agricole a augmenté en importance pour tous les quintiles sauf pour le premier, et représente près de 50 pour cent ou plus du revenu pour les trois premiers quintiles (figure 8). Les ménages ruraux sont très dépendants de l'agriculture, qui occupe près de 80 pourcent d'entre eux. De plus, pour environs la moitié des ménages, l'agriculture est la seule activité génératrice de revenu. Malheureusement, les revenus de l'agriculture sont bas et volatiles, et cette activité ressemble plus à une stratégie de subsistance qu'à une activité économiquement productive²². L'expérience des agriculteurs qui réussissent le mieux suggère que les principaux moteurs pour augmenter la productivité sont l'accès aux intrants et la diversification des cultures. Parmi les pauvres, seulement 20 pourcent utilise fertilisants et pesticides. De plus, même si les parcelles sont seulement légèrement plus petites pour les pauvres que pour les non-pauvres (1.2 hectares versus 1.6 hectares, respectivement), les pauvres dépensent entre deux et quatre fois moins en fertilisants, pesticides, semences, et main-d'œuvre.

22 Depuis 2000, le secteur a eu une mauvaise performance, une contraction de 0,6 pour cent par an à la suite de chocs climatiques défavorables répétés. En 2012, la production agricole a reculé de 1,3 pour cent, après une série de sécheresses et de fortes pluies/cyclones, qui a suscité la perte de récoltes et des revenus saisonniers (entre 40 et 80 pour cent). La diminution de la production a généré une baisse de la demande de main-d'œuvre, d'une part, et une hausse du coût des aliments produits localement, de l'autre. En conséquence, les ménages pauvres ont perdu des revenus et face à des coûts de consommation plus élevés. (Haiti Food Security Outlook, Famine Early Warning System Network, October 2012- March 2013)

Figure 8. Dans les zones rurales, la redistribution du travail a eu lieu seulement pour les plus aisés, tandis que les pauvres ont continué à s'appuyer sur l'agriculture



Source: ECVMAS (2012). Calculs de l'auteur.

Les flux financiers externes, y compris les transferts privés de l'étranger et l'aide internationale, ont également contribué à la diminution de la pauvreté. Le pourcentage de ménages recevant des transferts privés (domestiques et internationales) en Haïti est passé de 42 à 69 pour cent entre 2001 et 2012²³. Les transferts des travailleurs à l'étranger ont représenté plus d'un cinquième du PIB d'Haïti au cours des dernières années, et proviennent principalement des États-Unis et de République Dominicaine (RD). En outre, à la suite du séisme de 2010, le pays a catalysé la solidarité internationale : il en résulte des flux d'aide sans précédent sous la forme d'argent, de biens et de services. Ces flux externes ont également contribué à réduire la pauvreté au cours de la période, en particulier dans les zones urbaines qui ont attiré la plupart de l'aide.

En conclusion, les niveaux de pauvreté, de vulnérabilité et des inégalités demeurent très élevés en Haïti et des actions plus durables sont nécessaires pour les réduire. Les améliorations sont fortement liées à des flux financiers externes tels que l'aide et les transferts privés de l'étranger plutôt qu'à des politiques nationales visant à dynamiser la croissance ou la redistribution. Les populations rurales pauvres sont particulièrement vulnérables avec l'inégalité croissante, une forte dépendance au secteur agricole erratique, un accès plus limité aux transferts privés, et des très faibles niveaux d'accès aux services de base (qui a également connu des taux d'amélioration inférieurs aux zones urbaines dans les années 2000).



Un nouveau seuil de pauvreté national pour Haïti

Grace à la disponibilité de nouvelles données sur la consommation des ménages, pour la première fois le gouvernement d'Haïti a mis en place un processus de définition d'un seuil national de pauvreté, qui devient la nouvelle référence pour la mesure et le suivi de la pauvreté dans le pays.

Entre Octobre 2013 et Février 2014, un comité technique interinstitutionnel dirigé par l'Observatoire national de la pauvreté et l'exclusion sociale (ONPES) et composé de l'Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI) du Fonds d'assistance économique et sociale (FAES), de la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) et du Ministère de la Planification et de la Coopération Extérieure (MPCE), a mis au point et validé le premier seuil nationale de pauvreté pour Haïti, avec l'assistance technique de la Banque mondiale. La construction des seuils se réfère à l'approche du coût des besoins essentiels et a une valeur de 82,2 HTG pour la pauvreté (2.42 dollars PPA de 2005) et de 41,7 HTG pour la pauvreté extrême (1.23 dollars PPA de 2005). Les données utilisées pour produire le seuil vient d'ECVMAS 2012 (IHSI), la première enquête sur les conditions de vie depuis 2001. Les taux de pauvreté pour 2012 et les profils associés sont donc basés sur les nouveaux seuils de pauvreté nationaux officiels. La nouvelle méthodologie développée par le comité technique interinstitutionnel reflète les meilleures pratiques internationales. La consommation est considérée comme une meilleure mesure du bien-être car elle capte le niveau de vie avec plus de précision, contrairement aux revenus qui tendent à sous-estimer le bien-être et surestimer la pauvreté.



WORLD BANK GROUP

1818 H Street, N.W.
Washington, DC 20433